



Strasbourg, le 16 juin 2016

CAHDATA (2016)RAPAbr

**COMITÉ AD HOC SUR LA PROTECTION DES DONNÉES
(CAHDATA)**

Strasbourg
15-16 juin 2016

RAPPORT ABRÉGÉ

Direction Générale des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit

Le Comité ad hoc sur la protection des données (CAHDATA), établi par le Comité des Ministres en vertu de l'article 17 du Statut du Conseil de l'Europe et conformément à la Résolution CM/Res (2011) 24 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail, tient sa réunion à Strasbourg du 15 au 16 juin 2016. La liste des participants* fait l'objet de l'Annexe 1.

Le CAHDATA :

1. élit M. Seamus CARROLL (Irlande) président ;
2. examine les questions en suspens, telles que reproduites dans le projet consolidé des propositions de modernisation de la Convention 108, contenues dans le document de travail CAHDATA(2016)01 et convient des modifications suivantes :

Article 3.1bis

La présente Convention ne s'applique pas au traitement de données effectué par une personne dans le cadre d'activités ~~[exclusivement]~~ personnelles ou domestiques.

Article 5.2 (levée de la réserve et suppression de la note de bas de page)

Chaque Partie prévoit que le traitement de données ne peut être effectué que sur la base du consentement libre, spécifique, éclairé et non-équivoque de la personne concernée ou en vertu d'autres fondements légitimes prévus par la loi.

Article 5.4.b

collectées pour des finalités explicites, déterminées et légitimes et ne sont pas traitées de manière incompatible avec ces finalités ; le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques historiques, statistiques et scientifiques est compatible avec ces fins, à condition que des garanties complémentaires s'appliquent ;

Article 5.4.c (levée de la réserve et suppression de la note de bas de page)

adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;

Article 5.4.e (levée de la réserve et suppression de la note de bas de page)

conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont traitées.

Article 6

Le traitement :

- de données génétiques ;
 - de données à caractère personnel concernant des infractions, des procédures et des condamnations pénales et des mesures de sûreté connexes ;
 - de données biométriques identifiant un individu de façon unique ;
 - de données à caractère personnel pour les informations qu'elles révèlent sur l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, l'appartenance syndicale, les convictions religieuses ou autres convictions, la santé ou la vie sexuelle ;
- n'est autorisé qu'à la condition que des garanties ~~spécifiques et appropriées complémentaires~~, venant compléter celles de la présente Convention, soient prévues par la loi.

* 57 hommes et 48 femmes

Article 8.b (levée de la réserve et suppression de la note de bas de page)

d'obtenir, à sa demande, à intervalle raisonnable et sans délai ou frais excessifs, la confirmation d'un traitement de données la concernant, la communication sous une forme intelligible des données traitées, et toute information disponible sur leur origine, sur la durée de leur conservation ainsi que toute autre information que le responsable du traitement est tenu de fournir au titre de la transparence des traitements conformément à l'article 7bis, paragraphe 1 ;

Article 8.d

de s'opposer à tout moment, sur la base de motifs ayant trait à sa situation, à ce que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement, à moins que le responsable du traitement ne démontre des motifs légitimes justifiant le traitement qui prévalent sur les intérêts, ou les droits et libertés fondamentaux de la personne concernée ;

Nouvel article 8.2

Le paragraphe 1.a ne s'applique pas si la décision est autorisée par loi à laquelle est soumis le responsable du traitement et qui prévoit également des mesures appropriées pour garantir les droits et libertés de la personne concernée et ses intérêts légitimes.

Article 9

1. Aucune exception aux dispositions énoncées au présent chapitre n'est admise, sauf au regard des dispositions des articles 5.4, 7.2, 7bis paragraphe 1 et de l'article 8, dès lors qu'une telle exception est prévue par une loi, qu'elle respecte l'essence des droits et libertés fondamentaux et constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique :

a. à la sécurité nationale, à la défense, à la sûreté publique, à des intérêts économiques et financiers importants de l'Etat, à l'impartialité et à l'indépendance de la justice ou à la prévention, à l'investigation et à la répression des infractions pénales et à l'exécution des sanctions pénales, ainsi qu'à d'autres objectifs essentiels d'intérêt public général ;

b. à la protection de la personne concernée ou des droits et libertés fondamentales d'autrui, notamment la liberté d'expression.

2. Des restrictions à l'exercice des dispositions visées aux articles 7bis et 8 peuvent être prévues par la loi pour le traitement des données utilisées à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques historiques, statistiques et scientifiques, lorsqu'il n'existe pas de risque identifiable d'atteinte aux droits et libertés fondamentales des personnes concernées.

3. Outre les exceptions prévues au paragraphe 1 du présent article, relatives aux activités de traitement à des fins de sécurité nationale et de défense, chaque Partie peut prévoir par une loi et uniquement dans la mesure où ceci constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique à cette fin, des exceptions à l'article 12 (5) et (6) et l'article 12bis (2) (a), (b), (c) et (d).

Ceci est sans préjudice de l'exigence que les activités de traitement à des fins de sécurité nationale et de défense fassent l'objet d'un examen et d'un contrôle indépendants et effectifs.

Nouvel article 12.4.d (et suppression du 12.7)

si ce transfert constitue une mesure nécessaire et proportionnée dans une société démocratique pour la liberté d'expression.

Article 15.2

En aucun cas, une autorité de contrôle ne sera autorisée à faire une demande d'assistance au nom d'une personne concernée, de sa propre initiative et sans ~~le consentement explicite~~ l'approbation expresse de cette personne.

Article 16 – Refus des demandes d'assistance

Une autorité de contrôle désignée, saisie d'une demande d'assistance aux termes de l'article 13 de la présente Convention, ne peut refuser d'y donner suite que si :

- a. la demande est incompatible avec les-ses compétences ~~dans le domaine de la protection des données, des autorités habilitées à répondre~~ ;

Article 21.8 (paragraphe supprimé)

3. convient que le projet de rapport explicatif sera finalisé par procédure écrite ;
4. prend note des positions spécifiques de la Fédération de Russie en ce qui concerne les articles 3.1, 9.1 et 9.2, ainsi que des autres objections relatives à l'article 12.1 du projet de Convention modernisée ;
5. prend note de la déclaration¹ de la Fédération de Russie concernant l'article 20.3 du projet de Convention modernisée ;
6. charge le Secrétariat de réviser le projet de Protocole d'amendement sur la base des changements susmentionnés et de le transmettre, avec le projet de rapport explicatif, au Comité des Ministres pour examen.

¹ Voir annexe 3 (version anglaise seulement)

ANNEXE 1

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS / MEMBRES*

ALBANIA / ALBANIE

Edrin Fidhe, Inspector, Information and Data Protection Commissioner (IDP), Rr. Kavajës, Nd. 80, H. 1, Kati 5, 1023, Tirana

ANDORRA / ANDORRE (apologised /excusé)

ARMENIA / ARMÉNIE (apologised /excusé)

AUSTRIA / AUTRICHE

Natalie Fercher, LL.M., Federal Chancellery – Constitutional Service, Directorate Data Protection, Ballhausplatz 2, 1010 Wien

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Samir Akhundov, Senior specialist, State Security Service, Baku

BELGIUM / BELGIQUE

Ketsia Malengreaux, Attachée, Cellule Vie Privée – Direction législation et droits fondamentaux, SPF Justice, Bruxelles

Valérie Verbruggen, Conseiller Juridique, Commission de la protection de la vie privée, Rue de la presse 35, 1000 Brussels

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE HERZEGOVINE

Vesna Pehar, Assistant Director, Department for International Cooperation and Public Relations, Personal data protection Agency, Vilsonovo setaliste 10, 71000 Sarajevo

BULGARIA / BULGARIE

Kameliya NIKOLOVA, Deputy to the permanent Representative of Bulgaria to the Council of Europe, 22 rue Fischart, Strasbourg

CROATIA / CROATIE

Sanja Silaj Zeman, Head of Department for International Cooperation and European and Legal Affairs, Martićeva 14, 10 000 Zagreb

CYPRUS / CHYPRE

Constantinos Georgiades, Officer, Office of the Commissioner for Personal Data Protection, 1, Iasonos Street, 1082 Nicosia

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Petr Habarta, Department of Security Policy and Crime Prevention, Ministry of Interior, Nad Stolou 936/3, P.O. BOX 21/OBP, 170 34 Prague 7

DENMARK / DANEMARK

Nanna Østerrøgdild Bødker, Ministry of Justice, Data Protection Division, Slotsholmsgade 10, DK-1216 Copenhagen

* See terms of reference of the CAHDATA / voir mandat du CAHDATA

ESTONIA / ESTONIE

Julia Antonova, Counsellor, Permanent Representation of Estonia to the EU, Rue Guimard 11/13, Brussels, Belgium

FINLAND / FINLANDE

Leena Vettenranta, Senior Specialist (Data Protection), Ministry of Justice, P.O. Box 25, FIN-00023 Government

FRANCE

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international, 57 Boulevard des Invalides, 75700 Paris

GEORGIA / GÉORGIE

Tamar Kaldani, Personal Data Protection Inspector of Georgia, 7, N. Vachnadze Str., Tbilisi, 0105,

GERMANY / ALLEMAGNE

Stefan Niederer, Senior Data Protection Officer, European and International Affairs, the Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information, Husarenstr. 30, 53117 Bonn

Uwe Wusterhausen, Consultant on data protection law, the Federal Ministry of Interior, Alt-Moabit 140, 10557 Berlin

GREECE / GRÈCE

Vagia Polizoidou, Lawyer, Ministry of Justice, Athens

HUNGARY / HONGRIE

Attila Péterfalvi, President, National Authority for the Data Protection and Freedom of Information, H-1125 Budapest, Szilágyi Erzsébet fasor 22/C

ICELAND / ISLANDE

Helga Sigridur Thorhallsdottir, Lawyer, Data Protection Authority, Raudararstigur Nr 10, 105 Reykjavik

IRELAND / IRLANDE

Seamus Carroll, Principal Officer, Civil Law Reform Division, Department of Justice and Equality, Bishop's Square, Redmond's Hill, Dublin 2

Noreen Walsh, Civil Law Reform Division, Department of Justice and Equality, Bishop's Square Redmond's Hill, Dublin 2

ITALY / ITALIE

Giuseppe Busia, Garante per la protezione dei dati personali, Secretary General, Piazza Monte Citorio 121, 00186 Roma

Alessandra Pierucci, Garante per la Protezione dei Dati Personali, Piazza di Monte Citorio 121 00186 Rome

LATVIA / LETTONIE

Jekaterina Macuka, Head of Sectorial policy department, Ministry of Justice of the Republic of Latvia, Brivibas bulvaris 36, Riga, LV-1536

LIECHTENSTEIN (apologised /excusé)**LITHUANIA / LITUANIE**

Sigita Aurelija Vaičiūnaitė, Chief specialist, Legal Institution's Department, Ministry of Justice, Vilnius

LUXEMBOURG

Gérard Lommel, Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, 43, Boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg

MALTA / MALTE

Ingrid Camilleri, Head – Legal, Office of the Information and Data Protection Commissioner, Airways House, Second Floor, High Street, Sliema SLM 1549

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Nicolae Lungu, Head of the Legal Affairs Division and Public Relation for the National Center for the Data Protection

MONACO

Corinne Laforest de Minotty, Chef de l'Inspection Générale de l'Administration, Ministère d'Etat - Place de la Visitation, 98000 Monaco

MONTENEGRO

Aleksa Ivanovic, member of the Council of the Agency for Personal data Protection and Free Access to Information, kralja Nikole, 2, Podgorica, 81000 Montenegro

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Heleen L. Janssen, Senior legal adviser, Ministry of the Interior and Kingdom Relations, Department of Constitutional Affairs and Legislation, PO box 20011, 2500 EA Den Haag

Jeroen de Jong, Ministry of Security and Justice, Department of Legislation and Legal Affairs, Constitutional and Administrative Law Sector, Turfmarkt 14, 2511 DP Den Haag, POB 20301, 2500 EH Den Haag

NORWAY / NORVÈGE

Øyvind Molven, Advisor, Ministry of Justice, Oslo

Yngve Olsen Hvoslef, Deputy to the Permanent Representative, Délégation Permanente de Norvège auprès du Conseil de l'Europe, Strasbourg, France

POLAND / POLOGNE

Marta Kaczmarek, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Poland to the Council of Europe, 2 rue Geiler, 67000 Strasbourg

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

ROMANIA / ROUMANIE

Alexandru George Grigore, Department of international Affairs, The National Authority for the Supervision of Personal Data Processing, Bucarest

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Alexander Bodrov, expert of the Federal Security Service of the Russian Federation

Vasily Dolmatov, Deputy Director General of the Department of International Cooperation, Ministry of Telecom and Mass Communications of the Russian Federation

Alfiia Gafurova, Deputy chief of the Department on protection of the rights of subjects of personal data, The Federal Service for Supervision in the Sphere of Telecom, Information Technologies and Mass Communications (Roscomnadzor)

Maksim Kiselev, Advisor of the Department of International Cooperation, Ministry of Telecom and Mass Communications of the Russian Federation

Evgenii Korovin, expert of the Federal Security Service of the Russian Federation

Konstantin Kosorukov, expert of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Anton Markovskiy, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of the Russian Federation to the Council of Europe, 75, allée de la Robertsau - 67000 Strasbourg

SAN MARINO / SAINT MARIN (no expert nominated / aucun expert désigné)

SERBIA / SERBIE (no expert nominated / aucun expert désigné)

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Miroslava Benedikova, Permanent Representation of the Slovak Republic to the European Union, Brussels

Zuzana Zolakova, Office for Personal Data Protection, Legal Department and Foreign Relations, Bratislava

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Peter Pavlin, Secretary, Ministry of Justice of the Republic of Slovenia, Directorate for Legislation in the Justice Area - Department for Punitive Law and Human Rights, Župančičeva ulica 3, SI-1000 Ljubljana

SPAIN / ESPAGNE

Agustín Puente Escobar, Director, Agencia Española De Protección De Datos, State Attorney - Head of the Legal department, C/Jorge Juan, 6, 28001 Madrid

SWEDEN / SUÈDE

Nils Sjöblom, Legal Adviser, Division for Constitutional Law, Ministry of Justice, Regeringskansliet, SE-103 33 Stockholm

SWITZERLAND / SUISSE

Monique Cossali Sauvain, La cheffe, Département fédéral de justice et police DFJP, Office fédéral de la justice OFJ, Domaine de direction Droit public, Unité Projets et méthode législatifs, Bundesrain 20, 3003 Berne

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L’EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE »

Tatjana Trajkovska, General Secretary of the Data Protection Agency, Skopje

TURKEY / TURQUIE

Tahir Akça, General Directorate for Laws, Rapporteur Judge, Ministry of Justice, Adalet Bakanlığı Kızılay Ankara

Abdullah Ömeroğlu, Rapporteur Judge, General Directorate of International Law and External Affairs, Ministry of Justice, Adalet Bakanlığı Ek Binası, Milli Müdafaa Caddesi 9 Kat No:913 Bakanlıklar Ankara

UKRAINE

Olena Smirnova, Deputy Head of the Secretariat of the Parliament Commissioner for Human Rights, Kiev

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Rory Munro, Head of EU and International Data Protection Team, 100 Parliament Street, London SW1A 2BQ

Alice Ryder, European Unit - International Directorate, Home Office, 2 Marsham Street, London

URUGUAY

Gonzalo Sosa Barreto, AGESIC, Andes 1365 piso 7º, Montevideo

PARTICIPANTS*

MAURITIUS / MAURICE

Drudeisha Madhub, Data Protection Commissioner, Data Protection Office, Emmanuel Anquetil Building, Corner Sir Virgil Naz and Sir William Newton streets, Port Louis, Mauritius

MOROCCO / MAROC

Saïd Ihrai, Commission nationale pour le contrôle des données à caractère personnel (CNDP), Bd An-Nakhil / Bd Mehdi Ben Barka - Hay Ryad, BP 6838 – Rabat Instituts, 10 000 RABAT, Maroc

SENEGAL

Saikou Fall, responsable des systèmes d'information et du contrôle, Commission de protection des données personnelles (CDP), 34, Mermos VDN, Dakar

Annick Béatrice Ndiaré Sarr, juriste, Commission de protection des données personnelles (CDP), 34, Mermos VDN, Dakar

Awa Ndiaye, Présidente, Commission de protection des données personnelles (CDP), 34, Mermos VDN, Dakar

TUNISIA / TUNISIE

Chawki Gaddes, Président de l'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles, 1, rue Mohamed Moalla, 1002, Tunis

COUNCIL OF EUROPE BODIES / ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE

CONSULTATIVE COMMITTEE OF CONVENTION 108 / COMITE CONSULTATIF DE LA CONVENTION 108 (T-PD)

Jean-Philippe Walter, Chair of the / Président du T-PD

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Bruno Gencarelli

Directorate C: fundamental rights and Union citizenship, Unit C3 Data Protection
Deputy Head of Unit, 1049 Bruxelles, Belgium

Karolina Mojzesowicz, Head of Reform Sector, DG JUST C3, Rue Montoyer 59, Office 02/023, 1049 Brussels

Paulo Silva, Directorate C: fundamental rights and Union citizenship, Unit C3 Data Protection, Brussels

* See terms of reference of the CAHDATA / voir mandat du CAHDATA

COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION / CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Christina Strömholm, General Secretariat - DG D 2b, Fundamental Rights and Criminal Justice, Office JL 20 MN 41, Rue de la Loi, 175, BE- 1048 Brussels

EUROPEAN UNION DELEGATION TO THE COUNCIL OF EUROPE / DELEGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Benjamin Bollendorff, Deputy to the Head of Delegation, 18 Boulevard de l'Orangerie, Strasbourg

EUROPEAN PARLIAMENT / PARLEMENT EUROPEEN

Jose Manuel De Frutos Gomez, Administrator for a parliamentary body, European Parliament, Directorate-General for Internal Policies of the Union, Directorate for Citizens' Rights and Constitutional Affairs, Secretariat of the Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs, BRU - SQM 08Y037, 60 rue Wiertz, B-1047 Brussels, Belgium

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNEES

Alba Bosch Moliné, Legal officer, Policy & Consultation Unit, Postal address: Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels, Office address: Rue Montoyer 30, B-1040 Brussels

OBSERVER STATES TO THE CoE / PAYS OBSERVATEURS AU CdE

HOLY SEE / SAINT-SIEGE

Alessandro Calcagno, Secrétaire de la Commission affaires juridiques de la Commission des Episcopats de l'Union Européenne (COMECE), Sqaire de Meeûs, 19/1, B-1050 Brussels, Belgique

JAPAN / JAPON

Junichi Ishii, Senior Researcher, Personal Information Protection Commission, Kasumigaseki Common Gate West Tower 32nd Floor, 3-2-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo, 100-0013

Shun Kitagawa, Consul, Consulate-General of Japan in Strasbourg, "Tour Europe" 20, Place des Halles 67000 Strasbourg, France

MEXICO / MEXIQUE

Joaquín González Casanova, Directeur General des Affaires Internationales de l'institut National de Transparence, d'accès à l'information et protection des données du Mexique (INAI); Insurgentes Sur 3211, Col. Insurgentes Cuicuilco, Del. Coyoacán, Mexico D. F. C.P. 04530

Santiago Oñate Laborde, Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe, 5, Boulevard du Président Edwards, 67000 Strasbourg, France

OBSERVERS / OBSERVATEURS*

STATES / ETATS

BELARUS

Nikolai Savanovich, Deputy Head, Department of Constitutional and International law, National center of legislation and legal research, Truth avenue, 1-55, 220116 Minsk

* See terms of reference of the CAHDATA / voir mandat du CAHDATA

BENIN

Etienne M. Fifatin, Président, Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés du Bénin (CNIL/Bénin)

BURKINA FASO

Marguerite Ouédraogo Bonane, Présidente, Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) Vice-Présidente Association Francophone des Autorités de Protection des Données Personnelles (AFAPDP), 01 BP 1606 Ouagadougou

Rasmané Congo, Conseiller des affaires étrangères, Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL), 01 BP 1606 Ouagadougou

Aouba Mamadi, Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL), Ouagadougou

Ahmed Hissène Ange Marie Noël Ouédraogo, Secrétaire général de la Commission de l'informatique et des libertés (CIL), 01 BP 1606 Ouagadougou 01

CAPE VERT / CAP VERT

Faustino Varela Monteiro, President, National Commission of Data Protection, Avenida da China, Rampa de Terra Branca, Apartado 1002, C.P. 7600, Praia

José Maria Vaz de Pina, National Commission of Data Protection, Avenida da China, Rampa de Terra Branca, Apartado 1002, C.P. 7600, Praia

GHANA

Teki Akuetteh Falconer, Executive Director, Ministry of Communications Blk., Ministerial Enclave, P.O. Box CT7195, Accra

INDONESIA / INDONESIE

Sinta Dewi Rosadi, Law Professor at Faculty of Law, University of Padjadjaran Bandung, Indonesia

ORGANISATIONS**ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)**

Marise Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33 – 1000 Brussels, Belgium

AUSTRALIAN PRIVACY FOUNDATION / FONDATION AUSTRALIENNE POUR LE RESPECT DE LA VIE PRIVÉE (APF / AFP)

Graham Greenleaf AM, Professor of Law & Information Systems, UNSW Australia, Co-Director, Australasian Legal Information Institute (AustLII), Asia-Pacific Editor, Privacy Laws & Business International Report (PLBIR)

INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE (ICC) / CHAMBRE INTERNATIONALE DU COMMERCE (CIC)

Jacques Beglinger, Attorney-at-law, D.E.S.S., Member of the Executive Committee, Swiss Holdings, Federation of Industrial and Service Groups in Switzerland – Bern

INTERNATIONAL COMMISSION ON CIVIL STATUS (ICCS)/ COMMISSION INTERNATIONALE DE L'ÉTAT CIVIL (CIEC)

Jennifer Ewing, assistante de direction et traductrice au Secrétariat Général, CIEC, Secrétariat Général, 3, place Arnold, 67000 Strasbourg, France

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Julie Tenenbaum, Regional Legal Adviser for Europe, 10bis, Passage d'Enfer, 75014 Paris, France

INTERNATIONAL CONFERENCE OF DATA PROTECTION AND PRIVACY COMMISSIONERS / CONFERENCE INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES A LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA VIE PRIVEE

Laurent Lim, CNIL, Juriste chargé de mission, Service des affaires européennes et internationales

INTERPOL

Caroline Goemans Dorny, Counsel, I.C.P.O - INTERPOL, Secrétariat Général, 200 quai Charles de Gaulle, 69006 Lyon, France

UNITED NATIONS / NATIONS UNIS

Cécile Barayre, Economic Affairs Officer, ICT Analysis Section Division on Technology and Logistics, UNCTAD, Geneva, Switzerland

Joseph Cannataci, UN Special Rapporteur for the right to Privacy, Office of the High Commissioner for Human Rights, Palais Wilson, Geneva, Switzerland

SCIENTIFIC EXPERT / EXPERT SCIENTIFIQUE

Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP), Rempart de la Vierge n°5, 5B-5000 Namur, Belgique

SECRETARIAT

Directorate of Legal Advice and Public International Law /
Direction du conseil juridique et du droit international public

Jorg Polakiewicz, Director

Treaty Office Unit / Unité du Bureau des Traités

Gomez Heredero Ana Isabel

Directorate General Human Rights and Rule of Law /
Direction Générale Droits de l'homme et Etat de droit

Directorate of Information Society and Action against Crime / Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité

Jan Kleijssen, Director / Directeur

Information Society Department / Service de la société de l'information

Patrick Penninckx, Head/Chef de service

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Sophie Kwasny, Secretary of CAHDATA / Secrétaire du CAHDATA

Maria Michaelidou, Programme Advisor / Conseillère de programme

Szilvia Simond, Assistant / Assistante

Agathe Mougel, trainee / stagiaire

INTERPRETERS / INTERPRETES

Rémy Jain
Derrick Worsdale
Nadine Kieffer

ANNEXE 2

ORDRE DU JOUR

I. OUVERTURE DE LA REUNION

M. Patrick Penninckx, Chef du Service de la Société de l'Information

II. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

III. ELECTION DU PRESIDENT

- [CAHDATA\(2016\)ToR](#) Mandat
- [CM/Res\(2011\)24](#) Résolution concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail

IV. PROJET DE PROTOCOLE D'AMENDEMENT: EXAMEN DES QUESTIONS EN SUSPENS

- [Projet de Protocole d'amendement](#) Document de travail contenant le projet de Protocole et exposant les réserves
- Document d'information Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108 (avec réserves)
- Projet de rapport explicatif Projet de rapport explicatif de la Convention 108 modernisée

V. QUESTIONS DIVERSES

ANNEXE 3

Statement of the Delegation of the Russian Federation on Article 20.3 of the draft modernised Convention for the Protection of Individuals with regard to Automatic Processing of Personal Data (CETS № 108)

“Within the framework of the modernization of the Convention № 108 the Russian Federation has consistently objected to the voting procedure set out in Article 20.3 of the Convention, which delegates the European Union the right to cast the number of votes equal to the number of its member-states in the Convention Committee (the T-PD).

Such voting mechanism automatically gives the European Union the majority necessary to pass most of the decisions of the T-PD. As such, it is clearly unbalanced and prejudicial to the rights of the Parties to the Convention (whether Council of Europe member-states, or not) who are not members of the EU. This disbalance becomes all the more inappropriate in view of the widening of the competence of the T-PD under the modernised Convention.

Furthermore, this provision does not reflect, and, in fact, appears contrary to the existing voting standards of the subordinate bodies of the Council of Europe. Moreover, it is not in line with the modalities of participation of the European Union in other international organisations and bodies.

In light of the above the Russian Federation stands behind its proposal to remove the aforementioned voting mechanism from Article 20.3 of the modernised Convention and intends to pursue this matter at the subsequent stages of the consideration of this issue.”